

Niger : retour sur l'analyse d'un coup d'État

A propos de la lettre de E. Grégoire et O. de Sardan publié dans Le Monde du 8 février (p. 14) et de leur article paru dans Politique africaine (n° 61).

Que des chercheurs français au fait de la situation actuelle au Niger aient estimé devoir s'engager publiquement en faveur d'un coup d'État militaire en Afrique ; qu'ils aient pressé le gouvernement de leur pays d'adopter une attitude bienveillante à l'égard d'une restauration autoritaire ; qu'enfin ils aient exigé le maintien sans discussion de la coopération, tout cela se conçoit, et à la limite se respecte. Pourtant, cela peut aussi être discuté. Est-ce la seule position tenable, n'y a-t-il aucune alternative ?

Que le journal *Le Monde* n'hésite pas à publier aussitôt leur lettre et à faire bon poids en y adjoignant sur la même page un autre texte identique quant au fond, bien que plus rustique dans sa formulation, ne renvoie qu'aux curieuses errances dont est saisi ce quotidien lorsqu'il s'agit des postcolonies françaises (1). Et tandis qu'il n'y a déjà plus, en ce début février, un seul article de la rédaction pour tenter d'éclairer le débat, ni même une « brève » rappelant l'évolution sur le terrain, la prise de position des chercheurs français devient

(1) Afin de légitimer le coup d'État, André Warter dans la même page du journal s'interroge sur la validité du suffrage d'un peuple analphabète, « bref, pour la grande masse, une société traditionnelle et archaïque ». Il s'inquiète aussi de ce que « le peuple nigérien à son tour nous claque la porte au nez » et que nous ne découvriions que trop tard, « tout à côté du monstre nigérien, ce vaste pays, pauvre mais paisible et accueillant, et véritable verrou stratégique ».

la version incontournable du prêt-à-porter africaniste de ce printemps-été 1996. Seules, étrangement, les réactions du Quai et de la rue Monsieur, auxquels était pourtant tendue une belle perche, privent de consécration officielle cette nouvelle doxa militaro-phile (2).

Que la revue des chercheurs de politique africaine reprenne le texte, légèrement revu puisque, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, la coopération française a été maintenue et que le motif principal d'engagement « humanitaire » est tombé, peut susciter quelques interrogations. Certes, les explications spontanées ne manquent pas. Ainsi peut-on penser que le relais d'une grande revue d'expression francophone renforce la diffusion d'un courant d'opinion qui aurait pu passer inaperçu dans un journal parisien. On peut aussi imaginer que les motifs d'urgence sur lesquels étaient fondés l'appel initial, en l'occurrence la famine, se sont révélés surévalués. Que le retard des campagnes de vaccinations menacées par la suspension de la coopération sanitaire n'était pas une cause immédiate d'explosion du pays. Et qu'ainsi, prenant conscience du caractère plus banal de la remilitarisation d'un régime africain, les fins connaisseurs du Niger trouvent grâce à *Politique africaine* une tribune pour proposer un modèle à l'ensemble de l'Afrique. Ce choix mérite d'être pris tout à fait au sérieux puisqu'il émane de personnes insoupçonnables d'opportunisme et s'exprimant dans une revue scientifique dont l'indépendance n'est pas à démontrer.

(2) *Jeune Afrique*, 21-02-96, p. 7.

Pourquoi alors, ce fatalisme du probable ? La justification *a posteriori* d'un coup d'État est-elle l'unique ligne politique que l'on peut conseiller au gouvernement de la France, ou que l'on peut souhaiter aux populations des États africains ? Pour ce qui est du premier, les défenseurs des coups de force sont désormais rassurés, il s'est incliné devant la situation de fait. Divers précédents, comme celui de la suspension de la coopération au Togo, loin de chagriner les amateurs de « *real politik* », auraient plutôt dû rasséréner les inquiétudes du microcosme coopérant.

Sur quelle analyse politique repose la nécessité de la restauration autoritaire ? Si l'on suit les arguments avancés pêle-mêle par les militarophiles : incompétence des gouvernements civils, ambiguïté des processus électoraux, mauvais fonctionnement des nouvelles institutions, retards des salaires de la fonction publique, difficultés liées à la dépréciation de la monnaie, menace de dérive autoritaire, risque de guerre civile, ce n'est pas au Niger seulement qu'il convient de prescrire une mise sous tutelle de l'État par les forces armées nationales, mais dans la quasi-totalité des pays situés au sud du Sahara. Or, on aurait encore pu penser il y a peu, car ce chapitre relève de l'observation des 35 années passées, et non pas de la spéculation, que les militaires « modernisateurs », crédités d'une éthique de la discipline et de la rationalisation bureaucratique, ont lamentablement échoué en Afrique. Parmi tant d'écrits, rappelons au passage qu'une bonne thèse de science politique a été soutenue sur ce sujet par un chercheur nigérien il y a quelques années (3)...

Si l'on doit dénoncer au Niger l'inefficacité d'un pouvoir élu, doit-

on pour autant oublier le laxisme et l'incohérence économique des régimes d'avant 1991, ceux de Kountché puis de Saïbou, les deux présidents militaires qui tenaient le pays depuis 1974, avec des officiers aux postes administratifs y compris dans les juteuses sociétés nationales ? Doit-on pudiquement passer sous silence que les militaires qui ont pris le pouvoir aujourd'hui sortent tout droit de ce système et y ont exercé des responsabilités ? Si l'on veut bien croire que le président Mahaman Ousmane et le Premier ministre Amadou s'apprêtaient à entreprendre des « coups d'États légaux », sur quelles forces comptaient-ils s'appuyer l'un et l'autre sinon sur des fractions de cette même armée qui vient de prendre le pouvoir pour le compte de ses propres dirigeants mécontents par le limogeage du chef d'état-major. Pourquoi l'analyse se limite-t-elle à des figures simplifiées de la scène politique — le peuple et les politiciens — sans se donner la peine de considérer la société nigérienne comme une société complexe connaissant des dynamiques sectorielles ? Et il est peu question du néo-patrimonialisme dont les régimes militaires antérieurs ont forgé les spécificités bien avant que des civils s'efforcent d'y prendre la plus grosse part du gâteau.

N'y a-t-il pas du côté de l'armée une revendication permanente à occuper le premier rang dans la direction de l'État ? Une ambition contrecarrée à la fois par la crise politique de 1991 et par le mauvais choix de son représentant dans l'épreuve : Ali Saïbou. Déjà, peu après le remplacement de Seyni Kountché fin 1987, les capacités de son successeur à incarner fermement les intérêts des militaires étaient mises en doute par l'analyse d'un bon observateur. « Le président Ali Saïbou serait-il un incompris ? A peine a-t-il accompli

(3) A. Niandou Souley, *Le Niger : un État et ses élites*, Bordeaux, CEAN, 1991 (thèse).

telle réforme ou telle autre, demandé au gens de s'exprimer librement et sans crainte, qu'on lui reproche manque d'autorité, complaisance et laxisme dans la conduite des affaires. Aussi, la question reste-t-elle posée : gestion laxiste d'un président baroque, ou tempérament débonnaire d'un homme resté proche de ses concitoyens ? » (4). Les officiers nigériens mécontents de n'avoir pas eu à leur tête un homme capable de les maintenir au pouvoir, un Eyadéma ou un Compaoré, ne sont-ils pas tout simplement en train de reprendre le jeu où ils l'avaient laissé à la mort de Kountché ? N'y a-t-il pas plus à dire sur les enjeux et les stratégies des élites nigériennes, en commençant par les transactions collusives qui permettent hors de la scène publique aux acteurs bien dotés en ressources relationnelles de se retrouver en permanence dans la coalition au pouvoir ? Faut-il s'extasier de ce que le gouvernement issu du coup ait reconduit tant de membres du gouvernement civil ? Doit-on y voir le signe de la modération des putschistes ou la confirmation d'un haut degré d'irresponsabilité d'une classe politique que la crise de 1991-1993 n'a pas renouvelée ? On en serait à se demander pourquoi un coup d'État a eu lieu si les experts ne nous expliquaient pas que... c'était pour éviter un coup d'État. Mais ajoutent-ils, le coup d'État présidentiel eut été « légal ». Il conviendrait donc d'en déduire qu'un coup illégal était hautement préférable. Tout cela n'est pas vraiment clair. Ni très engageant quand on pense que le but de la manœuvre serait de rédiger une nouvelle constitution...

Une analyse approfondie, que seuls probablement aujourd'hui seraient capables d'assurer des chercheurs nigériens, apporterait un tout

autre éclairage sur le coup d'État de janvier à travers la reconstitution des enjeux sectoriels. En tout cas et sans préjuger du résultat d'un travail qui reste à accomplir, il est impensable qu'il en sortirait une conclusion aussi extravagante que ce « coup d'État pour sauver la démocratie ». Ce surgissement de la « démocratie » dans un discours qui par ailleurs, affirme que ni les masses ni les élites nigériennes n'y comprendraient rien, est pour le moins opportun.

Au-delà de l'étude de cas, c'est bien sûr l'effet exemplaire d'une démonstration revendiquant l'autorité scientifique qui pose problème. Pourquoi ne pas relire l'histoire de ces dernières années en Afrique d'un point de vue militarophile et avec les mêmes préventions à l'égard des institutions parlementaires et du suffrage populaire ? Pourquoi avoir laissé Kérékou tolérer la conférence souveraine au Bénin tandis qu'il était à deux doigts de l'écraser ? On connaît la suite... Pourquoi n'avoir pas écrit dans « Le Monde » que Sassou ne devait pas céder devant les politiciens sur le retour et les syndicalistes félons ? On sait pertinemment aujourd'hui que Lissouba n'a pas fait de merveilles ni évité des bains de sang... Pourquoi n'avoir pas envoyé un télégramme de félicitations à Abacoha quand il a annulé les élections probablement gagnées par Moshood Abiola ? En somme, quelle est aujourd'hui la bonne dictature pour l'Afrique ? Apparemment celle dans laquelle les désenchantements de la liberté ont produit leur plein effet. Et c'est ce qui ferait toute la différence entre le Niger d'aujourd'hui et ces quelques cas évoqués au hasard mais appartenant à des séquences légèrement antérieures. Mais c'est sur ce point que la militarophilie est la plus erronée car elle se situe sur un terrain où elle ne souffre pas la contradiction, s'estimant seule porteuse de

(4) A. Niandou Souley, « Niger : après Seyni Kountché », in *L'Année africaine*, 1989, Paris, Pédone, 1990, p. 264.

l'interprétation exacte des représentations populaires.

Où, il faut parler d'autre chose que des élites. Alors, la population dans tout cela ? Elle n'est pas descendue dans les rues, elle n'aimait pas ses nouveaux politiciens, elle a des problèmes quotidiens à résoudre... Elle est désenchantée, c'est évident. On le serait à moins et on comprend qu'elle accepte ce 18 brumaire dont elle n'a pas à payer les frais. Mais à ceux qui en savent un peu plus, qui savent que l'histoire bégaye, une obligation de réserve quant à l'apologie de l'autoritarisme s'impose. Ailleurs, sans pour autant prendre le pouvoir, des chefs d'état-major se sont interposés entre des factions partisans qui entraînaient le pays dans la guerre civile. Au Congo en décembre 1992, par exemple. Rétrospectivement, le Général Mokoko qui s'apprête en 1996 à lancer un parti pour participer à la prochaine présidentielle doit se sentir floué, lui qui renonça à s'emparer par la force d'un pouvoir que l'opposition congolaise lui offrait sur un plateau. Et les conditions de la tension étaient alors plus aiguës qu'au Niger durant ces derniers mois. En applaudissant le coup d'État à Niamey, on ne fait qu'inciter d'autres armées à quitter l'attitude dite « républicaine » de soumission à l'autorité civile et à se lancer dans des aventures déstabilisatrices tout en imposant une nouvelle restriction des libertés publiques. L'expérience du Nigeria, pourtant voisin, prouve assez l'incapacité des militaires à diriger le pays, à lutter contre la corruption et leur refus de rendre aux civils un pouvoir qu'ils prétendent restituer depuis des lustres.

Le silence des sociétés africaines devant les restaurations autoritaires, leur revanche dans l'évasion et dans la dérision sont-elles pour autant à interpréter comme un consentement ? Si le calme règne à Niamey, pourquoi

les pays riches cesseraient-ils leur aide ? Pourquoi tenteraient-ils d'influencer le style du gouvernement, d'imposer des formes institutionnelles qui de toute façon ne seront pas institutionnalisées ? Poser en ces termes, qui sont ceux précisément de l'encouragement à la manière forte et qui ne font que reprendre un discours dominant sur l'Afrique aujourd'hui ne consiste qu'à enfermer le débat dans une représentation globalisante et statique. Parler ainsi de l'Afrique et prétendre le faire en s'adossant au mythe populiste du « peuple contre les gros » n'est qu'un détournement des intentions qui ont originellement présidées aux recherches sur la politique « par le bas ». Ce projet consistait à retrouver dans l'énonciation non savante, non occidentale, non autorisée, la production de représentations politiques définissant non seulement la peur et la méfiance mais aussi les attentes positives et les utopies des groupes sociaux dont elles émanaient. Alors que beaucoup d'indices laissent entrevoir une rationalisation de l'autoritarisme en Afrique, à travers une restauration des fonctions régaliennes qui se fera aussi bien à l'aide de la coopération institutionnelle que d'entreprises privées de services sécuritaires, il semble d'une toute autre urgence pour les chercheurs (de politique africaine) de s'interroger sur les moyens par lesquels les populations africaines pourront faire face à leurs nouvelles conditions de domination plutôt que de détourner l'attention internationale de la reprise en main des appareils d'État par des élites spécialisées dans l'utilisation des ressources coercitives et qui sont en train de remodeler le contexte répressif de ce que Barrington Moore a qualifié pour d'autres périodes une révolution « par le haut ».

Patrick Quantin

Centre d'étude d'Afrique noire

Mai 1996